

<https://www.pressegauche.org/Il-y-a-20-ans-la-deuxieme-Intifada-palestinienne>



Il y a 20 ans : la « deuxième Intifada » palestinienne

- International - Asie/Proche-Orient -



Date de mise en ligne : mardi 6 octobre 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

À la fin du mois de septembre 2000, les territoires palestiniens s'embrasent. C'est le début de la « deuxième Intifada » (en référence au soulèvement déclenché à la fin de l'année 1987). Retour, dans cet article, sur les causes, les formes et les enjeux de cette révolte populaire contre l'occupation israélienne, en nous limitant aux premiers mois du soulèvement, avant qu'il entre dans sa phase armée.

L'Anticapitaliste - 537 (01/10/2020)

Par Julien Salingue

À l'instar du récit dominant concernant l'Intifada de 1987 et l'impact de la mort, le 8 décembre 1987, de quatre travailleurs palestiniens, un événement précis aurait joué le rôle de déclencheur du soulèvement de septembre 2000 : le déplacement du responsable politique d'extrême droite Ariel Sharon, le 28 septembre, sur l'Esplanade des Mosquées à Jérusalem, qui a entraîné de nombreuses manifestations violemment réprimées dans les territoires palestiniens.

Aux racines du soulèvement palestinien

S'il apparaît que la visite d'Ariel Sharon a bel et bien joué un rôle de déclencheur, il serait toutefois très réducteur de considérer le soulèvement qui s'en est suivi comme une réaction spontanée à une provocation israélienne. Un examen des événements des mois qui précèdent septembre 2000 indique en réalité que la « deuxième Intifada » s'inscrit dans un double contexte de multiplication des confrontations entre Palestiniens et armée israélienne et de paralysie du processus négocié. Comme cela avait été le cas en 1987, l'année 2000 a été le théâtre d'une augmentation importante des incidents entre forces israéliennes et Palestiniens, avec notamment des affrontements au mois de mai 2000, à l'occasion des manifestations commémorant la Nakba. Durant la seule journée du 15 mai, quatre Palestiniens sont tués par balle, et 200 blessés, tandis que neuf soldats israéliens sont blessés, dont un par un tir palestinien. Quelques jours plus tard, des manifestations organisées en soutien aux prisonniers palestiniens entraînent également des affrontements armés.

Dans le même temps, l'échec du sommet de Camp David (organisé du 11 au 25 juillet 2000 sous le patronage des États-Unis), attribué par le récit dominant à l'inflexibilité de Yasser Arafat, souligne les impasses et les contradictions du processus négocié. Camp David devait déboucher sur un accord définitif, après lequel les Palestiniens ne pourraient plus rien revendiquer. Le Premier ministre israélien Ehud Barak a en effet exigé que l'accord final soit accompagné d'une déclaration palestinienne reconnaissant que le conflit était « terminé ». Cette position pousse à l'extrême la logique des accords d'Oslo, à savoir la substitution d'accords bilatéraux aux résolutions des Nations unies, et l'exigence israélienne de l'acceptation par la partie palestinienne d'un règlement définitif alors que l'occupation se poursuit et qu'un certain nombre de questions essentielles, ici les territoires effectivement sous souveraineté palestinienne, sont repoussées à des négociations ultérieures. Cet improbable alliage entre définitif et provisoire, qui grave dans le marbre le principe selon lequel l'application du droit international n'est pas l'objectif du « processus de paix » mais un objet de négociation, faisait déjà partie de la philosophie d'Oslo. Mais les demandes israéliennes à Camp David équivalent à une reconnaissance explicite, par Yasser Arafat lui-même, de son renoncement à l'application des résolutions de l'ONU, condition inacceptable pour le président de l'AP, a fortiori dans un contexte où le peu de progrès sur le terrain a rendu méfiante et a radicalisé la majeure partie de sa base. La poursuite de la colonisation, la multiplication des incidents avec l'armée israélienne, et la faillite de la stratégie de légitimation de la direction de l'AP interdisent au leader palestinien de revenir dans les territoires occupés en ayant paraphé un accord en deçà des résolutions des Nations unies et des objectifs proclamés lors de la signature des Accords d'Oslo. La seule solution était donc, pour lui, le refus.

Soulèvement massif, violente répression

Si des Palestiniens se mobilisent le jour de la visite d'Ariel Sharon sur l'Esplanade des Mosquées, c'est le lendemain (le 29 septembre 2000) que le soulèvement débute réellement. On assiste en effet à de nombreuses manifestations dans la plupart des grandes villes palestiniennes de la bande de Gaza et de Cisjordanie, mais aussi à Jérusalem, où cinq Palestiniens sont tués. Le lendemain, les manifestations, et les manifestants, sont encore plus nombreux, et une dizaine de Palestiniens meurent, parmi lesquels le jeune Mohammad al-Dura à Gaza, dont la mort est filmée, images qui vont contribuer à un embrasement généralisé des territoires occupés le 1er octobre. Des manifestations quasi quotidiennes sont dès lors organisées, auxquelles se joignent l'ensemble des forces politiques, et de nombreux dirigeants de l'Autorité palestinienne (AP), au premier rang desquels Yasser Arafat, appellent les Palestiniens à se mobiliser. La répression ne faiblit pas, bien au contraire, et pour le seul mois d'octobre, ce sont 100 Palestiniens qui sont tués lors des incidents avec l'armée israélienne. Au mois de novembre, le nombre de victimes palestiniennes s'établira à 109, soit près de quatre par jour : ce chiffre ne sera plus atteint avant le mois de mars 2002, à la fin duquel débute l'opération « Rempart ».

Ces chiffres, de même que ceux du nombre de blessés (10 000 durant le dernier trimestre de l'année 2000) sont révélateurs de deux phénomènes liés : le caractère massif de la mobilisation dans les premières semaines de la « deuxième Intifada » et la violence de la répression israélienne. Un rapport publié par le quotidien israélien Maariv le 6 septembre 2002 révèle ainsi que selon l'état-major israélien lui-même, ce sont pas moins d'un million de balles qui ont été tirées par l'armée durant les trois premières semaines du soulèvement, soit environ 50 000 par jour en moyenne. Le Palestinian Center for Human Rights (PCHR) a établi que la majorité des blessés de Gaza (1 492 sur 2 500) étaient des jeunes de moins de 18 ans, ce qui témoigne du fait que durant les trois derniers mois de l'année 2000, la mobilisation palestinienne est essentiellement populaire et non le fait de groupes armés isolés. On notera enfin que plus de 90 % des Palestiniens qui sont tués pendant les trois premiers mois de la « deuxième Intifada » ont succombé à des blessures par balle infligées, pour la très grande majorité d'entre eux, lors de manifestations. Au total, on dénombre 272 morts, côté palestinien, durant le dernier trimestre de l'année 2000, et 41 morts côté israélien, dont une majorité de militaires.

Ces données statistiques, recoupées avec les témoignages et les articles de presse de l'époque, permettent de cerner le type de soulèvement, et de répression, auxquels on assiste à la fin de l'année 2000. La « deuxième Intifada » se caractérise avant tout par son caractère populaire et massif, par la participation de l'ensemble des forces politiques palestiniennes aux diverses initiatives (ce qui est montré, entre autres, par la pluralité des affiliations politiques des victimes), et par l'étendue et la rapidité de la répression israélienne, qui témoignent du fait que l'armée s'était préparée à de nouveaux affrontements et n'a pas été, comme en 1987, prise de court. Il est important de noter en outre que si le soulèvement palestinien présente un visage populaire, sa dimension armée est déjà clairement établie. En effet, les 41 victimes israéliennes durant ces trois premiers mois sont à mettre en regard des 43 morts recensés durant les deux premières années de l'Intifada de 1987. Si ces morts sont à situer dans le contexte de violente répression israélienne (272 morts en trois mois, contre 310 pour l'ensemble de l'année 1988), leur nombre indique néanmoins que la partie palestinienne n'est pas, comme en 1987-1989, déterminée à maintenir un caractère absolument non violent à la protestation. Ce phénomène sera confirmé lorsque la « deuxième Intifada » entrera dans sa deuxième phase, celle de la lutte armée.

Renforcement des contradictions de l'Autorité palestinienne

Si la direction Arafat semble avoir mesuré, à l'été 2000, qu'une nouvelle confrontation d'ampleur avec Israël était inévitable, rien n'indique qu'elle ait planifié ou organisé le soulèvement de septembre 2000, quand bien même elle s'y est en partie préparée. Ledit soulèvement, à l'instar de l'Intifada de 1987, est avant tout l'expression d'une révolte massive de la population palestinienne des territoires occupés contre la politique d'Israël, même si le caractère populaire du soulèvement n'a duré que quelques semaines. L'explosion de septembre 2000 a en réalité placé la direction de l'AP dans une situation inconfortable dans la mesure où elle a mis à nu les contradictions inhérentes au processus d'Oslo et à la position de l'AP, ni État ni mouvement de libération nationale. La stratégie suivie jusqu'alors par Yasser Arafat, à savoir une improbable combinaison entre négociations avec Israël et accompagnement de la radicalisation de la société palestinienne, a montré ses limites et a poussé la direction de l'AP à s'adapter à la nouvelle donne induite par le soulèvement et à essayer d'en tirer profit. « Le déclenchement de l'Intifada a permis à

Yasser Arafat de recourir à une tactique familière, peaufinée durant sa longue carrière politique, al-huroub ila al-amam (la "fuite en avant"). Ni initiateur ni planificateur, il a en réalité saisi l'opportunité de l'éruption fortuite d'une crise majeure et d'incidents dramatiques, provoqués par d'autres acteurs, [...] et a ensuite cherché à intensifier et prolonger ces incidents [...] afin d'aboutir à une issue dont il pourrait tirer bénéfice »¹.

Yasser Arafat n'a pas davantage ordonné la militarisation du soulèvement, qui est avant tout la conséquence de la violence de la répression israélienne et de prises d'initiatives de militants et cadres intermédiaires du Fatah. Il a toutefois essayé de tirer profit des développements de la « deuxième Intifada », faisant le pari de la construction d'un rapport de forces militaire avec Israël afin d'améliorer la position palestinienne dans le cadre des négociations. Cette option s'est avérée être un échec, en raison notamment de l'inflexibilité israélienne (a fortiori après l'élection d'Ariel Sharon), mais également des désaccords de plus en plus notables au sein du noyau dirigeant de l'AP. En effet, si cette adaptation tactique a permis à Yasser Arafat de « resserrer les liens » avec l'appareil du Fatah de l'intérieur et de conserver une certaine légitimité aux yeux de la population des territoires occupés, elle a accéléré son isolement sur la scène internationale et favorisé la remise en question de son autorité au sein même de la direction de l'AP. L'exacerbation des rivalités au sein de cette direction se manifestera notamment par les appels à la « réforme » et par la prise de distance de plus en plus visible de Mahmoud Abbas, « chef de file des opposants à l'Intifada », à l'égard de Yasser Arafat.

1.

Yezid Sayigh, « Arafat and the anatomy of a revolt », *Survival*, vol. 43, n° 3, 2001, p. 47-60.